DECLARATION DE LA CGT

Mise en place du Conseil d'Administration de la CA F
16 octobre 2006

L'article 1^{er} de l'ordonnance des 4 et 9 octobre 1945 précisait :

" Il est institué une organisation de la Sécurité Sociale destinée à garantir aux travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature, susceptibles de réduire leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent".

Le système était fondé sur quatre mots clés:

L'unicité :

- une institution unique, couvrira désormais l'ensemble des domaines de la protection sociale, des "risques sociaux" (maladie, vieillesse, décès, invalidité, ainsi que les accidents du travail (gérés jusque là par les assurances privées et les allocations familiales). "***L'ambition*** déclarait A Croizat, ***est d'assurer le bien être de tous, de la naissance à la mort ...***"

L'universalité:

- la couverture est étendue à tous les citoyens.

La solidarité:

- c'est la pierre angulaire du système, solidarité inter générations, solidarité actifs/ inactifs, malades/bien portants. Le tout financé par les richesses créées dans les entreprises. La solidarité ne peut exister que dans un système obligatoire. Il faut reconquérir la Sécurité Sociale qui implique la notion d'obligation.

La démocratie:

- c'est là "l'exception française" car seule une gestion par les intéressés eux-mêmes peut garantir que la santé restera un droit pour tous.

Ce plan de Sécurité Sociale prévoyait de "mettre l'homme à l'abri du besoin". Aujourd'hui, les prestations familiales et sociales permettent à bon nombre d'allocataires de survivre et de passer au-dessus du seuil de pauvreté. Dans ce contexte, le chômage de masse, les prestations jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté. La politique familiale des Caisses d'Allocations Familiales devrait permettre toujours la prise en charge du coût de la garde des jeunes enfants, pour permettre aux couples de conjuguer vie professionnelle et vie familiale. Elle devrait

donc permettre aux Femmes dans une société où la division sexuelle des tâches domestiques reste forte, d'exercer un emploi rémunéré. Or, aujourd'hui, nous savons que nous ne pourrions plus nous inscrire dans cette politique, car le contenu de la COG en cours qui s'applique à la branche famille est bien le pire que nous ayons connu.

Les prestations de service sont désormais enfermées dans des enveloppes limitatives, du jamais vu depuis leur création. Cette procédure, ne signe t-elle pas à très court terme la fin de la philosophie des prestations de service elles-mêmes, outil de financement majeur des équipements dont les populations, les familles ont besoin? Les dotations propres des caisses en action sociale ne sont pas mieux loties, insuffisantes et de plus en plus encadrées, notamment, dans le cadre des conventions avec les Conseils Généraux, elles permettent de moins en moins de secourir les familles.

C'est à toutes ces réformes régressives que les Administrateurs vont être confrontés dans le mandat qui s'ouvre. L'espoir d'un changement de cap est entre les mains des Administrateurs et des mobilisations les plus unitaires possibles.